

# GAZA

**Halte au génocide !  
Cessez le feu immédiat !  
Levée de l'état de siège**



**Samedi 16 mars : 162<sup>e</sup> jour de l'offensive israélienne sur la Bande de Gaza et la Cisjordanie. La famine comme arme de guerre**

Victimes d'une guerre totale les Gazaouis subissent les bombes, les tirs des snipers, le manque de soins et de protection mais aussi la faim. **Israël utilise la faim comme arme de guerre.** Michael Fakhri, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation s'alarme : « Nous n'avons jamais vu une population civile souffrir de la faim aussi complètement et aussi rapidement. Jamais dans l'histoire moderne. Nous n'avons jamais vu des enfants plongés dans la malnutrition aussi rapidement. Jamais ». Dans une déclaration du 5 mars, sept experts des Nations unies affirment qu'« Israël affame intentionnellement le peuple palestinien de Gaza depuis le 8 octobre ».

N'oublions pas que l'Etat d'Israël est la puissance occupante au regard du droit international et à ce titre doit assurer « *la protection des populations soumises à cette occupation* ». En clair il doit également se charger de l'aide humanitaire et des soins basiques de la population occupée, or il n'a jamais respecté cette obligation. L'ONU a chargé l'UNWRA de le faire. Cette agence, créée en décembre 1949, qui se consacre spécifiquement à la protection des victimes de la Nakba et de leurs descendants, « *en attendant une solution juste et durable à leur situation* ». Il ne s'agit cependant pas d'une organisation d'aide humanitaire classique mais d'une institution qui depuis 75

ans est le témoin de la souffrance des Palestiniens et de leur droit au retour inscrit dans la résolution 194 de l'ONU datant de 1948, ce qui lui confère un caractère politique. Elle agit auprès des réfugiés palestiniens qui ont dû fuir en 1947-1949 puis en 1967 vers la Cisjordanie, la Bande de Gaza, le Liban, la Syrie et la Jordanie. Elle dépend des contributions volontaires des Etats pour assurer ses missions qui portent sur l'éducation, la santé et les services sociaux, mais concerne aussi les infrastructures (écoles, dispensaires...) et l'amélioration des camps, la microfinance et l'aide d'urgence.

Ces dernières vingt années toutefois, les gouvernements israéliens font tout pour délégitimer l'UNWRA auprès de la communauté internationale et leurs attaques se sont encore intensifiées dans le contexte actuel de guerre. Tout d'abord, l'agence a été accusée d'abriter des combattants du Hamas, puis que certains de ses employés avaient participé aux attaques du 7 octobre, ensuite que 450 de ces derniers seraient membres du Hamas, etc. Les preuves manquent à ce jour mais le mal est fait : une grande partie des contributions ont été annulées en particulier celle des Etats-Unis, le plus important contributeur. L'objectif de cette campagne, partagé par des pays occidentaux, est d'éliminer l'UNRWA et par là même de **faire disparaître la question des réfugiés et d'effacer le contexte dans lequel Israël a été créé.**

Aujourd'hui, alors que la population gazaouie est affamée et sans soins, l'UNWRA, seule organisation compétente, est largement écarté. Des centaines de camions attendent à Rafah l'autorisation d'entrée de l'armée israélienne. Les rares transports passés ont été bombardés. Face à la famine qui ne peut plus être dissimulée, certains pays ont décidé d'acheminer des vivres en contournant l'agence qui dispose du réseau de distribution. Au lieu de cela des largages insignifiants ont été organisés et il est prévu des transports plus massifs par mer. Mais ces mesures prises dans l'urgence – en premier lieu par ceux-là même qui soutiennent plus fermement l'Etat d'Israël dans son génocide – ne permettront pas d'endiguer la faim car c'est toute l'infrastructure vitale de la Bande qui est détruite. Honteux cynisme.

En réalité, cette aide autorise l'armée israélienne de continuer sa guerre en détournant l'attention de ses crimes. En réalité, le but n'est pas de secourir une population abandonnée mais de calmer la vague d'indignation internationale. Si vraiment ces Etats voulaient intervenir efficacement, ils stopperaient Israël dans sa folie meurtrière en imposant un embargo sur les armes et des sanctions comme l'exigent les experts de l'ONU.

**Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat et durable, la protection de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie dont Jérusalem-Est, la levée du siège, indispensable pour une reconstruction et la reprise d'un processus politique.**